

A.O.I.P Association des Ouvriers en Instruments de Précision.



En 1804 : apparition des premières Sociétés ouvrières de secours mutualistes à Lyon.

En 1867 : la loi reconnaît les coopératives.

21 mars 1884, loi Waldeck-Rousseau : autorise le syndicat professionnel. La liberté syndicale est enfin reconnue.

En 1884, création de la Chambre consultative des Associations ouvrières de production (A.O.P.) regroupant, à l'origine, 29 coopératives.

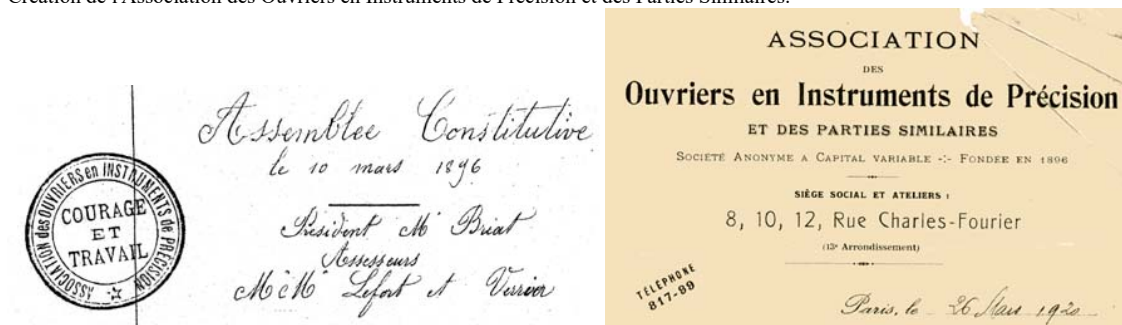
Le 12 juillet 1892, les ouvriers de la corporation des ouvriers en instruments de précision créent la "Chambre Syndicale des ouvriers en Instruments de Précision et des parties similaires", suite à un différend entre le camarade Charles **VIARDOT** et son patron.

A partir de 1893, ce syndicat publie un mensuel à l'attention de ses adhérents : "L'Eveil des Ouvriers en Instruments de Précision".

Edmond Briat, le Secrétaire Général du syndicat, publie un historique du syndicat dans la revue : Le Mouvement Socialiste, en septembre 1899.

Du 23 au 28 septembre 1895, à LIMOGES, 75 délégués représentants 28 fédérations, 18 bourses du travail, 126 syndicats non fédérés créent une organisation unitaire et collective. La fédération nationale des syndicats ne se joint pas à cette organisation, la fédération nationale des bourses du travail, bien qu'à l'origine, reste extérieure. Cette organisation prend le nom de Confédération Générale du Travail. (C.G.T.)

Création de l'Association des Ouvriers en Instruments de Précision et des Parties Similaires.



C'est dans cet état d'esprit que le syndicat des Ouvriers en Instruments de Précision et des parties similaires décide de créer une société à l'image des idées qu'il défend. Naturellement celle-ci s'appellera " **Association des Ouvriers en Instruments de Précision et des parties similaires** ".

Comme on le voit sur le tampon, la devise est " **Courage et Travail** ".

Ce sont donc 48 membres qui, au cours de l'Assemblée Constitutive du 10 mars 1896, participent à la création de la Scop. " Le citoyen Villa secrétaire de la chambre consultative qui a bien voulu assister à la réunion prend la parole et donne des renseignements sur la formation des associations ouvrières et l'émancipation qu'elles pourraient prendre ainsi que les services qu'elles pourront rendre ".

Pendant plus de cinquante ans, on retrouvera souvent ce mode d'ordre d' " **Emancipation par le travail** " et on parlera d' " **Atelier Social** ".

Le nom d'A.O.I.P. ne viendra que 30 ans plus tard.

On parlait plutôt d'**A.O.P.** qui a un double sens : Association d'Ouvriers de Production (nom donné aux coopératives) et Association d'Ouvriers de Précision. Les mots " Instruments de Précision " prendront plus de sens après la création de la Division Mesure.

Créée, le **10 mars 1896** **L'Association des ouvriers en instruments de précision (AOIP)** est une coopérative ouvrière de production française, dans le 14e arrondissement de Paris. 23 avenue du Maine avec les moyens les plus restreints. C'est dans une salle du Café de l'Espérance, 23 avenue du Maine, qu'ont eu lieu les toutes premières assemblées constitutives de la coopérative, en mars 1896.

Édouard Eugène BRIAT : Fondateur de l'A.O.I.P



Mécanicien ; syndicaliste ; socialiste ; coopérateur. fut membre de la coopérative de consommation de son quartier « **L'Avenir de Plaisance** » ; il souhaitait créer une coopérative de production d'instruments de précision. Durant l'hiver de 1895-1896, il réussit à réunir 80 de ses camarades syndiqués et, le 23 mars 1896, Briat est, avec 64 membres de son syndicat, le fondateur de l'Association des Ouvriers en Instruments de Précision (A.O.I.P.) en 1896. Il en sera le premier président et il en restera administrateur jusqu'à la retraite.



Charles Viardot



Edmond Martzel

L'Association des ouvriers en instruments de précision (AOIP) fut fondée avec **Ch. Viardot** comme directeur et **Edmond Martzel** comme chef d'atelier. L'Avenir de Plaisance soutint la jeune association ouvrière, dont un grand nombre d'adhérents étaient également ses propres sociétaires consommateurs, en lui faisant plusieurs fois des prêts.

Briat fut également très actif sur le plan syndical. Il participa au IX^e congrès national corporatif — 3^e de la CGT — tenu à Toulouse (Haute-Garonne) en septembre 1897 et y représenta divers syndicats parisiens. Il assista également au XI^e congrès, Paris, septembre 1900 et au XIV^e congrès, Bourges, septembre 1904. Il représenta la Bourse du Travail de Niort (Deux-Sèvres) à la conférence de Bourges qui suivit, à Amiens, en octobre 1906, le XV^e congrès national corporatif (son nom ne figure que sur la liste des délégués à la conférence).

Il donna cette définition du coopérateur : “ *Le coopérateur est un ouvrier éduqué et conscient qui a fait un effort pour s'élever du salariat à l'actionnariat, mais qui ne doit pas oublier que c'est le syndicat professionnel qui a été le premier échelon de son émancipation économique. Il doit donc rester membre de son syndicat et ce syndicat doit être confédéré à l'un des organismes centraux existants.* ”. À propos des ambitions de la Coopération du début du XX^e siècle, il explique : “ *Notre action tend à bouleverser une société basée sur vingt siècles d'exploitation, d'égoïsme, pour lui substituer une organisation fraternelle.* ”



Atelier rue de Vanves

Les débuts, s'ils furent audacieux, ne permirent d'enregistrer d'abord que des résultats fort modestes : trois membres associés, un atelier de quelques mètres carrés abritant quatre machines au pied et à main. Les organisateurs ne se découragèrent point et peu à peu virent leurs efforts couronnés de succès. L'essor de l'association devait se manifester d'abord par une extension progressive et continue des ateliers.

À la fin du XIX^e siècle, 64 ouvriers de la Chambre syndicale des ouvriers en instruments de précision de Paris se réunissent pour créer leur entreprise. C'est le secrétaire de cette chambre syndicale, Edmond Briat – futur secrétaire général de la Chambre consultative des associations ouvrières de production de 1907 à 1940 – qui en sera le premier président. La première assemblée élit un certain **Viardot** comme premier directeur.

Ses activités se concentrent dans les domaines de la téléphonie et des marchés publics, et comprennent :

- la fabrication d'appareils photo et de matériel cinématographique ,
- la fabrication de **télégraphes et téléphones** (Marty 1910...),
- la fabrication et l'installation de centraux téléphoniques (multiples),
- la fabrication d'appareils de mesure à aiguille, électroniques, de boîtes de résistance (dont la fameuse « boîte noire » connue des étudiants),
- la fabrication de matériel d'automatisme (démarreurs),
- la fabrication de matériel de navigation (gyrocompas),
- la fabrication de **commutateurs téléphoniques** automatiques

...

Dans ce site consacré au téléphone, je ne détaillerais pas les activités autres, qui sont cependant importantes et vitales pour l'entreprise.

1897 l'Administration des postes et télégraphes passe sa première commande d'appareils Morse à l' A.O.I.P.. Cette première commande est importante pour son l'avenir car elle entame une collaboration qui durera plus de 80 ans. Les commandes ne cesseront de progresser si bien qu'à la fin de l'année 1899

l'administration des PTT devient le principal client de la jeune coopérative.

1902 pour satisfaire aux demandes croissantes de l'Administration, l'atelier social est transféré 6 impasse Léonie, dans des locaux beaucoup plus spacieux.

1904, pour la première fois, les bénéfices sont importants puisqu'ils atteignent 10 % du chiffre d'affaires. L'assemblée doit statuer sur leur répartition. Le conseil d'administration propose de les distribuer aux associés, mais l'assemblée n'est pas d'accord avec cette proposition.



Dès 1905, l'AOIP est agréée par les PTT eu égard à ses performances en téléphonie, en 1906 l'Administration des **Postes et télégraphes** admet L'A.O.I.P. sur la liste de ses fournisseurs pour les appareils multiples à batterie centrale.

La coopérative doit équiper les villes de Rouen et Grenoble. De plus, elle obtient une adjudication de tableaux standard de téléphone à 100, 50 et 25 directions. Ceci représente un travail important.

L'AOIP est à l'avant-garde sociale. Dès 1905, elle pratique la journée de huit heures, adopte l'horaire souple deux ans plus tard. L'AOIP se veut pure et dure : pas de cadre, pas d'ingénieur, un salaire unique du directeur à l'ouvrier. (Pas de femmes non plus...)

1906 installation du premier centre multiple à Rouen

Le 4 avril 1907 le conseil d'administration décide d'acheter un terrain de 3000 carré situé rue Charles Fourier dans le 13^{ème} arrondissement.



Bâtiment de l'A.O.I.P., rue Charles Fourier vers 1930.

Les années qui suivent l'installation dans les nouveaux locaux sont marquées par une progression assez spectaculaire.

En 1907, on procède aux premiers agrandissements, deux ans plus tard l'A.O.I.P. double la superficie des terrains attenants à ses usines. Plus récemment, un magasin d'exposition est créé rue du Renard.

En 1907, l'AOIP comptait déjà 100 ouvriers s'installait.

En 1907, J.-B. Dumay qui avait succédé l'année précédente à Vila comme secrétaire de la Chambre consultative des associations ouvrières de production, abandonna sa fonction. C'est Briat qui le remplaça ; en 1940, il fut mis à la retraite. En 1944, on le rappela et on le remplaça au poste de secrétaire, pour peu de temps, car, alors âgé de quatre-vingts ans, il désirait le repos. Il était, depuis la fondation, administrateur de l'AOIP. Il présidait la Banque des coopératives de production créée en 1893.

1911 L'A.O.I.P. installe un standard multiple à Limoges puis un autre à Nancy. Les années suivantes, ce sont les villes de Calais, de Grenoble et de Belfort qui sont équipées. Les commandes pour la téléphonie privée sont également soutenues .

Une commande de 100 dynamos et 700 appareils, exige la construction d'un atelier spécial, de hangar et l'agrandissement du BE.

Un effort de publicité est alors entrepris, un catalogue des divers appareils construits par la coopérative est adressé aux entreprises privées

À la veille de la Première guerre mondiale, l'AOIP instaure la semaine de cinq jours et demi.

1914 La prospérité s'accroît jusqu'à la mobilisation avec comme conséquence immédiate, la réduction brutale des effectifs de 183 en juillet à 54 fin août. **En**

1916 les effectifs sont redevenus 350.

La société sera longtemps à la pointe du progrès social avec, notamment, un salaire unique du directeur à l'ouvrier, et l'obligation d'être syndiqué pour se porter candidat au sociétariat.

En 1917, une caisse de retraite et une école d'apprentissage sont mises en place ; ces deux organes fonctionneront pendant plus de 70 ans.

A la fin de la guerre l'administration des PTT passe immédiatement des commandes importantes pour réduire le retard considérable au niveau des équipements téléphonique.

1919, 2 appareils multiples sont installés, l'un à Mulhouse et l'autre à Casablanca au Maroc. A la fin de la même année , la société reçoit une commande pour un équipement de 10 000 abonnés pour la ville de Strasbourg.

Un catalogue général est édité et une action publicitaire est entreprise.

Un magasin de vente des produits est ouvert à Paris , 11 rue Charles Fourier et un autre à Strasbourg 16 rue du 22 novembre.



Centres multiples batterie centrale installés en 25 ans.

Briat était en 1923 secrétaire général de la Chambre consultative des associations ouvrières de production dont Petrement Pierre était président. Il fut vice-président du conseil supérieur du Travail au ministère du Travail. Candidat du Parti socialiste aux élections municipales complémentaires de novembre 1921 qui eurent lieu à Paris dans le quartier de la Santé, XIIIe arr., il obtint 254 voix et ne fut pas élu.

En 1924, création d'une division mesure électrique, puis navigation (elle fabrique les gyrocompas pour la Marine nationale), travaille pour la société électronique Marcel Dassault.

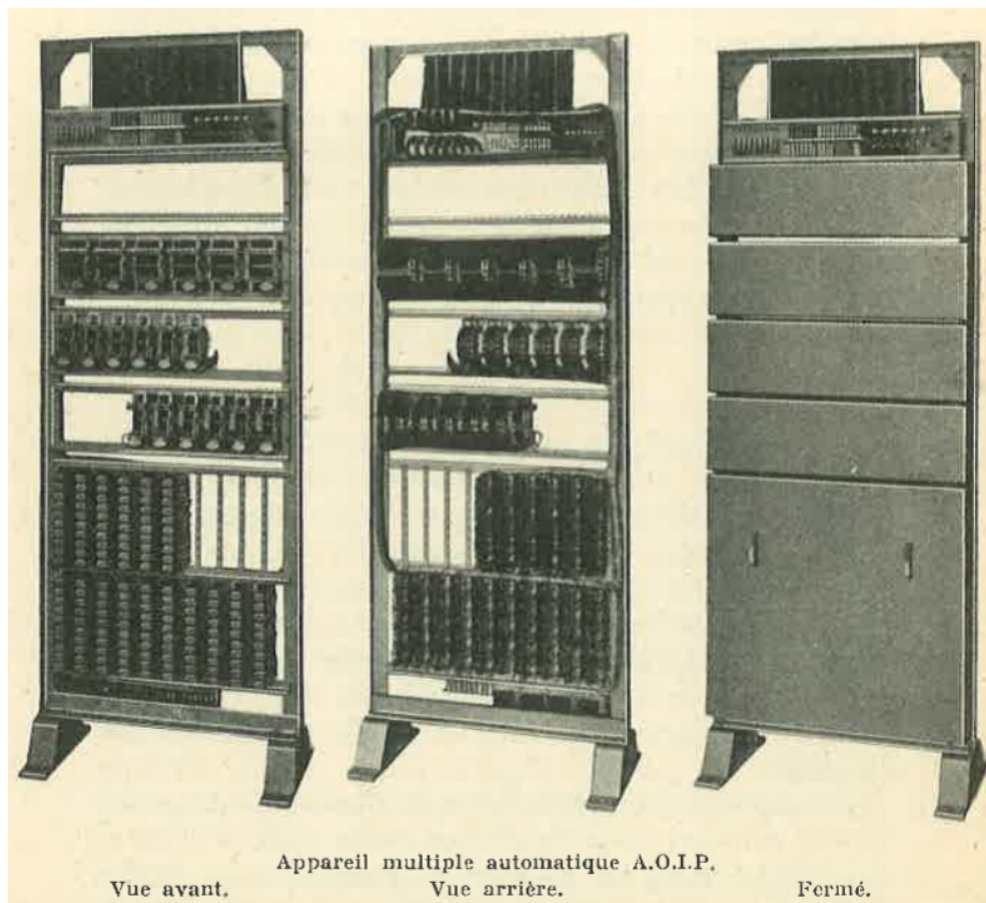
De 1925 à 1940, Briat fut membre du Conseil national économique.

La croissance est exponentielle et les effectifs croissent très rapidement en 1929 et 1930 des appareils à batterie centrale sont installés dans plus de 45 villes. A cette époque L'A.O.I.P. construit son premier centrale téléphonique automatique installé à Charleville (Mézières) .



1927-28 Grâce à son bureau d'études, L'A.O.I.P. prouve qu'elle s'adapte aux besoins du réseau téléphonique national. La fabrication et l'installation de nouveaux centraux téléphoniques type **R6** sont entreprises avec succès.

L'outillage pour cette fabrication est entièrement réalisé par L'A.O.I.P. et exige des investissements de plusieurs millions de francs.



En 1930 A tous les salariés, une caisse de retraite, constitué par prélèvement de 32% sur les bénéfices, assure à 55 ans d'âge une retraite de plus de 58% du salaire.

Au début de cette année-là, le développement de sa production l'obligeait de construire de nouveaux ateliers.

Les travaux commencés en février 1931 étaient terminés en décembre de la même année. Ils portaient à 12.500 mètres carrés environ la surface totale des locaux industriels de l'Association.

C'est en mars 1930 que l'AOIP se mit en rapport avec le bureau d'Etudes industrielles " Techna ", qui lui était apparu particulièrement qualifié pour concevoir et mener à bien les plans qu'elle envisageait. Cet organisme absolument indépendant peut en effet mettre à la disposition des intéressés tout un corps d'ingénieurs et d'architectes spécialisés dans les réalisations industrielles. La mission qui en l'occurrence lui fut confiée exigeait en effet, par sa propre diversité, la réunion des compétences les plus diverses.

La Société coopérative ouvrière " l'Hirondelle " s'était vu confier l'entreprise générale des bâtiments. Pendant près d'un semestre trois équipes de huit heures dotées d'un éclairage puissant s'employèrent sans relâche. L'ensemble de la construction, d'une harmonie très sûre, forme une des plus belles usines et des plus modernes de toute la région parisienne.

Le diamètre au départ des compteurs mesure l'importance du réseau de distribution de gaz de l'usine de l'A. O. I. P. Ce diamètre est de 110 mm. Chaque ouvrier, en effet, doit avoir son brûleur individuel. En outre, certains postes essentiels, tels que les étuves à vernis, doivent être chauffés au gaz. Toutes les cuves des trains de nickelage, de décapage, de découpage de l'ébonite sont également munies de brûleurs à gaz. Cette installation complexe et délicate a été exécutée de main de maître par l'Association des ouvriers plombiers, couvreurs, zingueurs du département de la Seine, une société coopérative qui a joué un rôle de poids dans l'histoire de la coopération. Son directeur, M. Lejeune, président de nombreuses organisations coopératives, a reçu la croix à ce titre.

Le chauffage n'a pas été l'objet de moindres soins que l'éclairage rationnellement calculé et distribué. Des précautions particulières ont été prises pour éviter l'impression si pénible du " mur de glace " aux ouvriers travaillant devant les immenses châssis vitrés. Les établis sont chauffés par dessous à l'aide de tubes lisses. La ventilation n'a pas été négligée. Les appareils aérothermes y pourvoient en toute saison au moyen de prises d'air extérieures. Ce sont les Etablissements Fayolle qui ont été chargés de cette partie des aménagements. La chaufferie qu'ils ont établie apparaît comme un modèle du genre. Cinq chaudières du type " Idéal Classic H. F. " peuvent indifféremment consommer du charbon ou du mazout. Leur puissance totale installée est de 1.350.000 calories. Elles sont équipées chacune d'un brûleur à mazout " Quiet May " de la Société Chaleur et Froid.

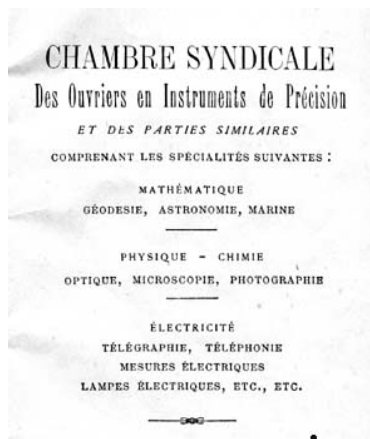
La disposition des bâtiments qui viennent d'être édifiés rue Charles-Fourier et les disponibilités de terrain qui les environnent peuvent se prêter à toutes les extensions que promettent à l'A. O. I. P. son organisation sociale si remarquable et le succès constamment et légitimement rencontré par ses efforts.

Dix-huit mois après, le ministre du travail inaugurerait ces constructions nouvelles et consacrait ainsi officiellement la réussite de l'A.O.I.P. Le nombre des ouvriers adhérents s'est accru d'année en année et, à l'heure actuelle, plus de 550 sont employés chaque jour à l'usine.

Le chiffre d'affaires de l'association dépasse 30 millions de francs.

Cet admirable développement est dû pour une bonne part à l'heureuse gestion de l'A.O.I.P., mais aussi à l'extension que prend chaque jour l'usage du téléphone et à l'effort poursuivi par l'État pour l'amélioration des réseaux existants. Cela se traduit pour l'A.O.I.P. par des commandes importantes et souvent renouvelées. L'activité des dirigeants de l'association ne s'est pas bornée aux aménagements professionnels. C'est ainsi que les bénéfices réalisés ont permis la création successive d'un service social, d'une caisse de secours, d'une maison de repos et enfin d'un centre d'éducation à l'usage de nombreux apprentis.

Au plus fort de ses capacités, elle comprend deux usines en Bretagne (Morlaix, Guingamp), une usine à Béziers, une à Toulouse, une à Évry, le siège social et une autre usine à Paris XIII^e, rue Charles-Fourier.



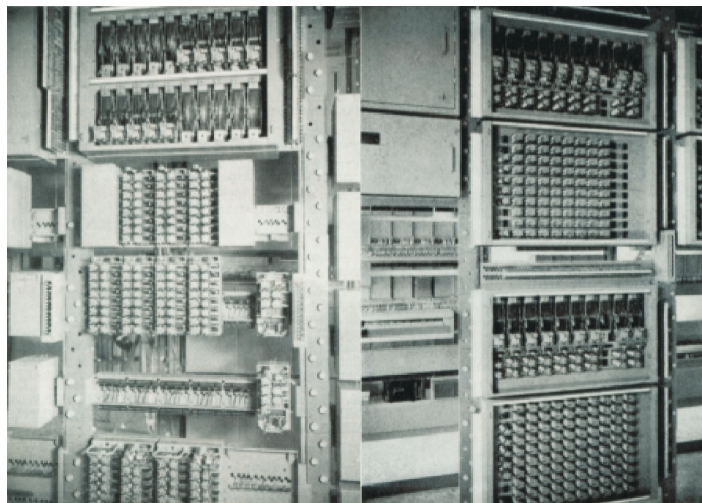
1938 La guerre se fait sentir à l'avance, la période est tendue et les mobilisations commencent . Dans ce climat, le gouvernement demande à certaines entreprises, dont l'A.O.I.P., de prévoir une usine de repli : l'A.O.I.P. achètera une usine à Saint-Cyr-sur-Loire (banlieue de Tours). Le Conseil d'Administration a laissé un récit complet de cette période où les décisions n'ont pas été toujours comprises. Une partie des ouvriers en âge de combattre part en direction de l'usine de St-Cyr-sur-Loire. Hasard ou préméditation, le gouvernement se replie aussi sur Tours, ce qui va poser des problèmes de logement, avant de continuer sur Bordeaux. L'exode de l'A.O.I.P. s'arrêtera entre Brives et Limoges. La fuite n'a plus de sens. Le matériel et les hommes rentreront sur Paris en Août 1940, rejoindre ceux qui étaient restés sur place pour garder l'usine. L'usine parisienne redémarre. A partir de septembre, c'est le retour des hommes mobilisés. L'effectif est de 760 dont 23 femmes de prisonniers. Le camion 3T est transformé au gazogène et la camionnette pour rouler à l'alcool. L'usine de St-Cyr sur Loire, inutilisée, est mise en vente. Une usine est aménagée à Viry-Châtillon pour la fabrication de poudre de fer (8 personnes). Avant guerre, l'A.O.I.P. travaillait pour les administrations : PTT, SNCF, armée... ; en 1940 elle reprend avec ces mêmes clients. Pour obtenir les marchés publics, il faut constamment maintenir ses habilitations (Arbiet). Le travail et la relative tranquillité des travailleurs est à ce prix. Certains associés refusent que les femmes occupent des postes à responsabilités (chefs d'équipes,...)

1939 l'A.O.I.P. compte environ 825 salariés dont 340 associés (sociétaires).
Se voulant une entreprise artisanale où il fait bon vivre entre sociétaires, l'AOIP sort exsangue de la Seconde Guerre mondiale.

Durant les années d'après guerre les commandes des PTT sont rares, il faut se tourner vers la téléphonie privée l'exportation et la diversification. L'AOIP était chargé de fabriquer des commutateurs R6 et fournissait en 1954 le SRCT 500 lignes pour les centres EDF

L'Administration des P.T.T. a confié à l'A.O.I.P. un central automatique type R6 pour équiper la ville de BOULOGNE-SUR-MER et lui a commandé un nombre important d'automatiques type S.R.C.T. 500 lignes pour l'équipement automatique rural.

Les Ministères de la Défense Nationale ont continué à nous marquer leur confiance notamment par des commandes pour les stations-radars, les tours de contrôle des bases aériennes, les arsenaux, etc...



En 1948, le ministère des Finances la renfloue à hauteur de six millions d'anciens francs. Mais pose trois conditions : plus de salaire unique, ouverture du sociétariat à tous et obligation de prendre des directeurs extérieurs aux sociétaires. La coopérative se normalise, perd son esprit corporatiste mais s'ouvre aux femmes.

1958 L'A.O.I.P. s'associe avec **CIT** et **ERICSON**.

La **SO.CO.TEL.**, société d'économie mixte est créée le 5 février **1959**, groupe l'État et les cinq grands constructeurs de matériel de commutation télégraphique et téléphonique :

Association des ouvriers et instruments de précision (A. O. I. P.) ;
Compagnie générale de constructions téléphoniques (C. G. C. T.) ;
Compagnie industrielle des télécommunications (C. I. T.) ;
Le Matériel téléphonique (L. M. T.) ;
Société française des téléphones Ericsson (S. T. E.).

Le but de cette société inter-constructeurs est d'étudier ensemble l'électronisation des centraux téléphoniques.

Au début des années 60, l'état prend conscience du retard de la France en matière de téléphonie et lance au cours de plans successifs, un ambitieux programme

de développement.

Cette décision va bouleverser la vie de la coopérative qui va connaître pendant deux décennies une croissance effrénée quelle ne va pas complètement maîtriser.

En 1960 L'A.O.I.P. prend la licence du système [Crossbar CP 400](#) d'ERICSSON



Ateliers de la rue du Moulin de la Pointe, montage des baies CP400, et atelier de soudage.

1966 Création de l'établissement de Guingamp

1971 Création de l'établissement de Morlaix

1975 l'AOIP va devenir la plus grande coopérative ouvrière du monde, avec 4665 employés et 710 millions de francs de chiffres d'affaires.

1978 Implantation à Toulouse des études de la téléphonie

Deux ans avant Mai 68, les PTT demandent à l'AOIP d'augmenter sa production de matériel téléphonique d'autant que ses centrales Crossbar sont un succès technologique. De 750 personnes, en 1967, les effectifs cumulent à 4 665 sept ans plus tard, avec la création d'usines à Guingamp, Morlaix, Béziers, Toulouse, Rungis et Évry.

Le 20 mai 1968, à l'issue d'un vote à bulletin secret, 75% des inscrits votent la grève avec occupation des locaux.

1968 La Téléphonie absorbe la division Électronique.

Dans les années 1970, elle devient la plus grande coopérative d'Europe, hors URSS, avec 4 600 salariés.

Elle commercialise ses produits sous les marques « Association des ouvriers en instruments de précision », puis « AOIP ».

Interrogée, en 1975, par la sociologue Danièle Linhart (lire « L'Appel de la sirène » disponible sur le Web), un ouvrier témoigne : « Une coopérative, ça peut se comprendre quand il y a 40 ou 50 personnes, ça représente la participation de chacun dans l'entreprise, chacun sait qu'il ne travaille pas pour un patron, mais pour le bien de lui-même et de l'entreprise... à l'AOIP on ressent pas tellement tout ça, il y a des grèves que normalement on devrait pas avoir dans une coopérative, car on travaillerait contre son propre intérêt... Les travailleurs se heurtent à une direction, et on a l'impression qu'il y a un patron... simplement à l'AOIP, il y a peut-être plus d'avantages. »

Un administrateur rétorque : « Pour faire du social, il faut être rentable. »

Les intérimaires ne savent même pas qu'ils travaillent dans une coopérative bien qu'ils notent une ambiance plus détendue qu'ailleurs. « On n'a pas tout le temps les chefs sur le dos comme dans les autres usines. » « Ici, c'est pas comme ailleurs, on a le respect de la personne humaine. » « On a la possibilité de circuler dans la maison sans se faire rappeler à l'ordre par un supérieur hiérarchique. »

Un jeune ajusteur-régleur a ces phrases bien senties : « Ici, c'est comme dans toutes les maisons, je fais pas la différence... à part une bonne camaraderie dans notre secteur. Mais le travail, il est toujours pareil... On n'est pas considéré comme des bêtes, mais comme des fournis travailleuses, on fait partie de la machine, on fait partie des meubles. »

Au décolletage, le turn-over est vertigineux, on travaille dans l'huile. Une OS de 30 ans lâche : « C'est surtout terrible pour les femmes qui sont coquettes, à cause de l'odeur... »

Le spectre de Charles Fourier hante alors les ouvrières. Ne lui prête-t-on pas l'invention du mot féminisme ?

En 1979, une décision ministérielle partageant le marché des télécommunications entre seulement deux entreprises, à savoir Thomson et CIT Alcatel, manque de sonner le glas pour l'entreprise.

1980 Abandon de la " téléphonie publique " cession de Guingamp et de Morlaix, les effectifs propres diminuent de 3000 personnes; 1500 suppression d'emplois .

Elle redémarrera finalement avec les 1 500 salariés restants, en conservant ses départements de téléphonie privée, automatisme, mesure, robotique (AKR), circuits imprimés (Europe Circuits), etc. qui ne sont pas détaillés sur ce site.

De 1979 à 2003, abandonnée par les pouvoirs publics, malgré le nombre important de ministres ayant auparavant défilé à la tribune des assemblées, elle perdra petit à petit ses différentes activités, ses biens immobiliers, ses salariés, pour arriver,

1981 Démarrage d'AKR (ex division "gyrocompas") Démarrage de l'usine de circuits imprimés .

1984 Filialisation de "Europe circuits", usine de circuits imprimés à Béziers.

1985 Charles Fourier est vendue, la téléphonie privée est cédée à Jeumont-Schneider

1987 Filialisation des divisions Automatismes, Mesures et Services, AKR est cédé à Kremlin.

5 janvier 1979. — M. Paul Balmigère Informe M. le ministre de l'industrie des graves préoccupations actuelles de l'ensemble des travailleurs de l'unité de production de l'AOIP de Béziers. Cette entreprise, 180 salariés actuellement à Béziers, alors qu'un objectif de développement de 1 500 emplois avait été prévu, a une importance réelle dans l'économie de la ville. Les suppressions d'emplois planifiées actuellement dans la téléphonie inquiètent le personnel de l'entreprise et la population biterroise. Il lui demande d'étudier attentivement les différentes propositions faites par le syndicat de cette entreprise pour éviter des licenciements catastrophiques : réduction de travail sans perte de salaire, avancement de l'âge de la retraite, suppression du travail au rendement, diversification des productions et passage à l'électronique avec le personnel actuellement en place. Prise en compte de la situation locale de l'emploi, en particulier en ce qui concerne le taux de chômage de la main-d'œuvre féminine.

Réponse. — Une réponse a été adressée directement à l'honorable parlementaire

...

Des implantations industrielles décentralisées, accélérées, réussies

Jusqu'au lendemain de la seconde guerre, les activités de l'AOIP sont restées groupées sur les lieux mêmes de la fondation de la société, dans le 13ème arrondissement de Paris, rue Charles Fourier, une adresse prédestinée pour une coopérative ouvrière de production. Malgré plusieurs extensions, les installations de la rue Charles Fourier se sont révélées trop exiguës à partir de 1965 pour faire face à l'expansion de la société.

A Paris, dans sa banlieue et en province

Les premières extensions se sont limitées tout d'abord à Paris et sa banlieue, la Tour de Lyon, rue de Bercy ; le Bd Vincent Auriol dans le 13ème, puis Evry, Rungis, et enfin en province, avec les usines de Guingamp et Morlaix en Bretagne, puis Béziers dans le Languedoc.

La rue Charles Fourier

Outre la direction générale, les services administratifs, de gestion, du personnel et des approvisionnements, les bâtiments de la rue Charles Fourier abritent :

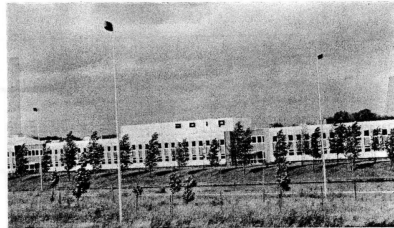
- la direction, les services commerciaux et techniques du département "Télécommunications", ainsi que certains ateliers de montage ;
- l'ensemble des services du département "Navigation" y compris les ateliers de production ;
- une partie des ateliers de fabrication de pièces détachées.

La Tour de Lyon, Rue de Bercy

Dans ce grand immeuble de construction récente, se sont regroupées les activités du département "Industries" avec sa Direction, les services commerciaux et promotion des ventes en même temps que les laboratoires de recherches et de mise au point des prototypes.

Le Boulevard Vincent Auriol

A cette adresse, il en va de même pour le département "Mesures" : direction, services commerciaux et promotion des ventes, laboratoires de recherches et prototypes. Désormais, tous les ateliers de fabrication et de montage de ces deux départements fonctionnent à l'usine d'Evry.



L'usine d'Evry

Implantée dans une zone industrielle à 30 km de Paris par l'autoroute du Sud, cette unité abrite les fabrications des départements "Mesures" et "Industries", et elle alimente les usines de montage d'organes de Guingamp, Morlaix, Béziers en pièces détachées.

Cette usine, d'une superficie au sol de 11.000 m² sur un terrain de 23.300 m², a été construite en 3 tranches successives.

La première, d'une superficie d'environ 5.700 m², entrée en activité début 1974, abritait le premier groupe de machines lourdes : presses automatiques de 50 et 80 tonnes et des machines d'omérations annexes liées à ces presses : taraudages, assemblages par soudage, fraisages, avec des opérations intermédiaires de dégraissage, d'ébavurage et de traitement thermique. Cet équipement autorisait, de façon autonome, la

fabrication d'une grande partie des pièces détachées nécessaires aux productions de la Société, avec un effectif d'environ 80 personnes.

La deuxième, de 2.200 m² supplémentaires, opérationnelle en 1975, a regroupé le restant du potentiel machines-outils de Paris : presses et machines diverses ; elle permet, avec en moyenne 200 personnes dont 110 en production directe, de compléter l'alimentation des usines de province en pièces détachées.

Le parc machines comprend une quarantaine de presses de 15 à 160 t., dont une vingtaine spécialisées dans le découpage à grande vitesse, les autres étant des presses de reprise, opération par opération. Les quelques machines nécessaires aux opérations de finitions indispensables telles que : assemblage par soudage, usinages par outils coupants, taraudages, etc., sont des machines spécialisées autorisant plusieurs opérations de finition simultanées.

Une trentaine de ces postes automatiques ou semi-automatiques sont de conception AOIP sur un ensemble d'une soixantaine de machines de reprise.

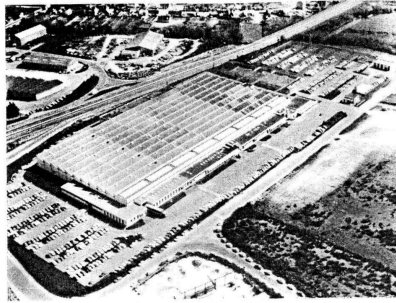
La plupart des fabrications AOIP partant de pièces découpées, celles-ci sont obtenues le plus rationnellement possible et avec le minimum d'opérations, à partir de matières premières en bandes enroulées qui sont usinées sur des presses automatiques de grande production, à l'aide d'outils complexes, à suite d'opérations, donnant des pièces découpées, poinçonnées, formées en un seul passage en machine.

Faisant suite à ces opérations d'usinage, un atelier de traitements thermiques permet d'effectuer un recuit magnétique des pièces afin de détruire toute rémanence pouvant subsister après usinage.

La troisième tranche d'environ 4.300 m², dont la construction s'est achevée récemment, a regroupé dans le deuxième semestre 1977, les départements "Mesures" et "Industries".

Les implantations bretonnes

Situées à proximité du complexe "Télécommunications" de Lannion auquel participe toute la profession et le Centre National d'Études des Télécommunications (CNET), les usines de Guingamp et Morlaix comptent parmi les entreprises les plus importantes de la région.



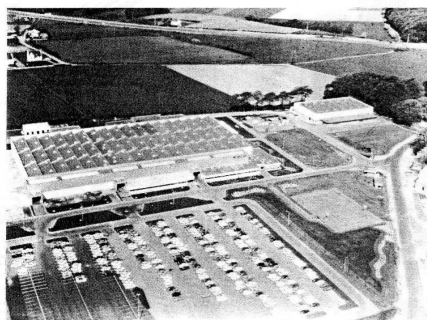
L'usine de Guingamp,

Construite sur une superficie totale de 13 hectares, dans la zone industrielle de Graces, a été réalisée en cinq tranches successives depuis 1966.

La dernière tranche, en septembre 1977, a porté la superficie couverte à 24.000 m² et l'effectif total est maintenant de 1.300 personnes, parmi lesquelles on compte 980 femmes. Son activité est presque entièrement consacrée à la fabrication de matériels de télécommunications, électromécaniques ou électroniques, parmi lesquels nous pouvons citer les :

- BAIES EMA : unités de raccordement d'abonnés pour centraux électroniques PTT à commutation temporelle, type E 10.
- BAIES DU RÉSEAU AIR 70 : Réseau téléphonique de l'Armée de l'Air à commutation mixte spatio-temporelle.
- COFFRETS CADUCEE : terminaux destinés au nouveau réseau français de transmissions de données.
- DISPOSITIFS ATTILA : analyseurs de trafic sur lignes d'abonnés.
- ROBOTS D'ESSAIS : mesureurs de lignes pour centraux téléphoniques.
- BANCS de TESTS SATURNE ET MATURIN : systèmes automatiques d'essais pour mise au point de baies EMA.
- ORGANES "CROSSBAR" CP 400 : ensembles destinés à la réalisation des systèmes publics et privés de télécommunications électromécaniques.

Pour les réaliser, l'usine de Guingamp dispose d'un équipement des plus modernes en machines de soudage, de bobinage automatique, de câblage auxquelles il faut ajouter de très nombreux appareils de mesure, d'étuvage, quatre calculateurs à grande capacité, des bancs de tests, un programmeur automatique, etc.



L'usine de Morlaix

Entrée en activité qu'en 1971, son effectif de 77 personnes de l'époque a progressé pour arriver en 1977 à 750, dont près de 600 femmes, 15 000 m² sont construits sur une superficie totale de 13 hectares.

Elle est plus orientée vers l'assemblage, le réglage et les essais de sous-ensembles et matériels constitutifs de la téléphonie électromécanique, système Crossbar, type CP 400.

Deux grandes catégories d'utilisateurs sont concernées :

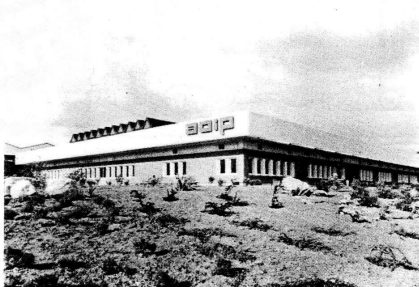
- l'Administration des Postes et Télécommunications :
 - . centraux urbains de toutes capacités,
 - . centres de groupement avec "Nodal", commutant les circuits à longue distance et les abonnés locaux,
 - . centraux Socotel SI de moyenne capacité ;

- La Défense Nationale avec le réseau téléphonique de l'Armée de l'Air.

Comme sa grande sœur de Guingamp, l'usine de Morlaix met en œuvre des moyens de production rationnels et tout spécialement conçus pour les fabrications concernées.

Il faut noter, pour terminer, que ces deux unités représentent, de même que nous allons le voir pour Béziers, des expériences de décentralisation répondant aux vœux des pouvoirs publics et des collectivités locales qui se félicitent des importantes possibilités d'emploi, de formation et de promotion engendrées sur le plan régional.

L'usine de Béziers

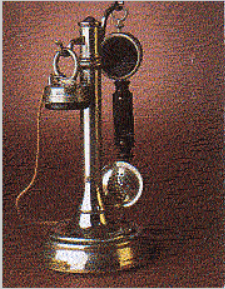
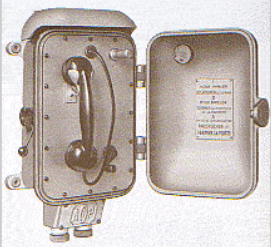


La benjamine de l'infrastructure de production de la société, née en 1975, emploie actuellement 180 personnes qui se consacrent essentiellement, sur 2.800 m², à la production de matériels de télécommunication électro-mécaniques. L'usine de Béziers est en outre appelée à connaître une rapide extension dans les années à venir devant accueillir d'une part le service parisien de l'ingénierie et des chantiers PTT et d'autre part un important atelier de galvanoplastie pour la fabrication de circuits imprimés.

Enfin, la présence de très nombreux sous-traitants de l'AOIP dans le midi de la France devrait l'amener rapidement à jouer un rôle important de coordination dans ce domaine.

Le matériel téléphonique

Les postes téléphoniques Les Marty 1910 sont les premiers appareils du réseau de l'état intégrant un appel magnétique (une magnéto). Ils sont aussi les premiers répondant à un cahier des charges précis, et sont ainsi produit en grande série par plusieurs sociétés. Le modèle fabriqué par l'Association des Ouvriers en Instruments de Précision (AOIP) est de loin le plus commun.

		
Modèle Marty 1901	Modèle Marty 1910	Modèle Marty 1910 mural
		
1920	1923	Téléphone militaire 1934
		

Les "Centres Multiples"

Dans les grands centraux téléphoniques du réseau public, les petits commutateurs sont remplacés par des pupitres opérateurs, ou keyboard. Il y a, en plus des clés, des dicordes (câble dont les deux extrémités sont munies d'une fiche Jack) destinés à connecter les abonnés. On leur associe des tableaux de fiches complémentaires, les multiples, pour rationaliser l'emploi des lignes. Il s'agit de tableaux comprenant les volets d'appel et les fiches Jack de connexion. Un dicorde peut être branché sur la ligne de l'abonné et être renvoyé vers un multiple qu'une autre opératrice connectera.

Les centres téléphoniques Crossbar CP400 et R6.

Les centres téléphoniques électroniques E10.

...